



RÉCEPISSÉ DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE OU DE PERMIS D'AMÉNAGER

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

• **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**

- Soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- Soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- Soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

• **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

• **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux (1) après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
- affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr> ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

• **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

(1) certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en au autre usage dans la commune de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine Saint-Denis et du Val de Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la Mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(A remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° P. 086 255 19 17.0076

Adresse du terrain : Rue de la Nive

Références cadastrales : Section : BP N° : 20 - Superficie : 170 m²

Déposée à la Mairie, le 9.10.19 - Titulaire du permis : CCGRL

Fera l'objet d'un permis tacite (1) à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

(2) le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande

Cachet de la Mairie :



Pour tous renseignements complémentaires concernant votre dossier, vous pouvez téléphoner directement au service urbanisme de la mairie en composant le 04 67 66 86 15 du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

A titre d'information : Sur le territoire de la commune, deux formations géologiques sont susceptibles de présenter des risques pour la construction. Les niveaux marneux et argileux sont constitués de matériaux qui se dilatent en période pluvieuse et se rétractent en période sèche. Par conséquent, afin d'éviter des désordres graves aux constructions, il est vivement recommandé de faire procéder à une étude de sol avant toute construction.

Délais et voies de recours : le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R 600-2 du code de l'Urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R 600-1 du code de l'Urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.